

PLAN LOCAL DE STATIONNEMENT DE LA VILLE DE TOULOUSE - STATIONNEMENT DES PROFESSIONNELS - EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION HORAIRE ET DES CONDITIONS D'ACCES AU STATUT DES ARTISANS ET DES PROFESSIONNELS DE L'URGENCE ET DE LA MAINTENANCE A DOMICILE - PROCEDURES D'OBTENTION D'AUTORISATIONS DE STATIONNEMENT POUR DES INTERVENTIONS PONCTUELLES DE MOYENNE ET LONGUE DUREE.

12-393

**GESTION DES INFRASTRUCTURES - DEVELOPPEMENT URBAIN ET DURABLE - OPERATIONS D'AMENAGEMENT
DROITS DE PLACE ET STATIONNEMENT**

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Toulouse a engagé, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Déplacements Urbains de l'agglomération toulousaine, un Plan Local de Stationnement (PLS) depuis octobre 2005. Celui-ci a instauré progressivement le stationnement résidant dans le centre ville et ses abords ainsi qu'un dispositif pour les besoins de stationnement fréquents pour les artisans et professionnels de l'urgence et de la maintenance à domicile depuis 2008.

Pour répondre aux différentes attentes des usagers et notamment les professionnels, tout en respectant un juste équilibre entre l'offre et la demande en stationnement, la Ville de Toulouse souhaite faire évoluer le dispositif en faveur des artisans et professionnels de l'urgence et de la maintenance à domicile et préciser les procédures d'obtention d'autorisations de stationnement ou d'arrêtés temporaires pour les interventions ponctuelles de moyenne ou longue durée.

Je vous rappelle que la délibération du 23 octobre 2007 a approuvé la mise en place du dispositif de stationnement pour les artisans et professionnels de l'urgence et de la maintenance à domicile avec mise en place d'un tarif préférentiel. Celui-ci remplaçait l'ancien dispositif encadré par la délibération du 30 mars 1995 au regard de son bilan négatif (5 macarons vendus entre 1996 et 2003).

Dans le cadre de la conférence du commerce et de l'artisanat, plusieurs ateliers de travail et de concertation en partenariat avec la Chambre des Métiers de la Haute-Garonne et avec les représentants des professionnels se sont tenus en 2012. Ce travail de concertation a conduit à l'élaboration de propositions d'évolution du dispositif, dans le cadre réglementaire, afin qu'il soit mieux adapté, connu, compris et adopté par les professionnels dans le cadre de leurs missions.

Aussi, je vous propose les adaptations suivantes :

A) EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION HORAIRE ET DES CONDITIONS D'ACCES AU STATUT DES ARTISANS ET DES PROFESSIONNELS DE L'URGENCE ET DE LA MAINTENANCE A DOMICILE

Ce dispositif est adapté pour les interventions fréquentes de courtes durées :

1) Extension du dispositif aux professions suivantes :

- Professionnels médicaux effectuant des visites à domicile
 - o Pédiatres
 - o Podologues
 - o Aides soignants
 - o Sages-femmes
 - o Professionnels des transports assis professionnalisés (TAP)
- Professionnels effectuant des dépannages urgents à domicile pour les professionnels de :
 - o Couverture
 - o Zinguerie
 - o Charpente
 - o Désinfection, dératisation et désinsectisation

2) Mise à jour des pièces justificatives nécessaires pour l'obtention du statut

L'ensemble des pièces justificatives nécessaires est précisé dans l'annexe à la présente délibération

3) Allongement de la durée maximum de stationnement sur une même place.

Il est proposé de porter à 4 heures la durée maximum consécutives autorisée au lieu de 2 heures.

Ces modifications sont intégrées et détaillées dans le document relatif aux modalités d'accès au statut « artisans et professionnels de l'urgence et de la maintenance à domicile » annexé à la présente délibération.

B) PROCEDURES D'OBTENTION D'AUTORISATIONS DE STATIONNEMENT ET D'ARRETES TEMPORAIRES POUR DES INTERVENTIONS PONCTUELLES DE MOYENNE ET LONGUE DUREE (chantiers, déménagements...)

Toute autorisation de stationnement, avec ou sans neutralisation de place, comme toute neutralisation de voie de circulation dépend du pouvoir de police du Maire dans les conditions fixées aux articles L.2213-1 à 5 du CGCT.

Pour une bonne compréhension du dispositif par les usagers, et notamment par les professionnels, sont rappelées et précisées dans la présente délibération les conditions d'attribution d'autorisations de stationnement et d'arrêtés temporaires.

1) Le délai global de traitement minimum (dont délai légal) des différents types d'autorisations et d'arrêtés temporaires :

- Autorisation de stationnement sans neutralisation de place de stationnement : 3 jours
- Autorisation de stationnement avec neutralisation de places de stationnement : 5 jours
- Emprise sur la voie publique: 11 jours
- Urgence avérée (dégâts des eaux, bris de vitrine, effraction, mise en sécurité d'un espace) : chaque situation est étudiée au cas par cas afin de réduire le délai de traitement.

2) Les informations indispensables à mentionner sur la demande écrite :

- Nom et prénom du demandeur
- L'adresse actuelle du demandeur
- L'adresse d'intervention précise
- La date d'intervention, l'heure et la durée
- Le téléphone, le fax et le courriel du demandeur si ce dernier en possède

3) La mise en place du dispositif de signalisation réglementaire sur site.

La mise en place de la signalisation réglementaire pour la neutralisation du stationnement et d'emprise sur voirie est à la charge du demandeur. Elle doit s'effectuer 48H avant et être déclarée aux services de Police Municipale au 05 62 27 47 27 pour en vérifier la conformité.

Pour une rue barrée, la signalisation (« rue barrée », « déviation » etc.) devra être positionnée par le demandeur à l'entrée de la portion de voie qui sera indiquée dans le document valant autorisation.

4) Les droits forfaitaires perçus pour la neutralisation d'une place de stationnement en secteur payant.

Les droits perçus par l'Administration Municipale, dûment mentionnés au recueil des tarifs de la ville de Toulouse, sont maintenus à 5€ par jour et par place d'occupation.

En conséquence et, si tel est votre avis, je vous propose, Mesdames, Messieurs d'adopter la délibération suivante :

Article 1 : Le Conseil Municipal approuve :

- les évolutions du Plan Local de Stationnement proposées par Monsieur le Maire en faveur du stationnement des artisans et professionnels de l'urgence et de la maintenance à domicile, soient :
 - L'extension du dispositif à de nouvelles catégories professionnelles mentionnées ci-dessous et à l'annexe relative aux modalités d'accès au statut des artisans et professionnels de l'urgence et de la maintenance à domicile.
 - Professionnels médicaux effectuant des visites à domicile
 - Pédiatres
 - Podologues
 - Aides soignants
 - Sages-femmes
 - Professionnels des transports assis professionnalisés (TAP)
 - Professionnels effectuant des dépannages urgents à domicile pour les professionnels de :
 - Couverture
 - Zinguerie
 - Charpente
 - Désinfection, dératisation et désinsectisation
 - Mise à jour des pièces justificatives nécessaires pour l'obtention du statut
 - Allongement à 4 h consécutives maximum de la durée de stationnement sur une même place
- les dispositions relatives aux ayants droit et aux modalités d'accès au statut des artisans et professionnels de l'urgence et de la maintenance à domicile fixées et détaillées dans l'annexe à la présente délibération.

Article 2 : Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à signer le document relatif aux modalités d'accès au statut des artisans et professionnels de l'urgence et de la maintenance à domicile joint en annexe.

Article 3 : Le nouveau dispositif entrera en vigueur le 1^{er} octobre 2012.

Délibération du Conseil Municipal

publiée par affichage en Mairie le 10 JUIL. 2012

reçue à la Préfecture le 09 JUIL. 2012

publiée au RAA le - - JUIL. 2012

**LES CONCLUSIONS DU RAPPORT SONT ADOPTEES
POUR EXTRAIT CONFORME**

LE MAIRE,
Pour le Maire,

L'Adjoint Délégué

Bernard MARQUIE

